

[Traduction]

L'hon. Michael Wilson (ministre des Finances): Monsieur le Président, je suis surpris que le député attire l'attention sur les rapports minoritaires. Ils me semblent quelque peu contradictoires l'un par rapport à l'autre, de sorte qu'ils ne me semblent pas trop difficiles à contester.

Le député a déclaré que ceux qui avaient exprimé leur opinion avaient eu des critiques à formuler à l'égard du Livre blanc sur la réforme fiscale. Je suis bien prêt à reconnaître que des personnes et des groupes ont des réserves sur un aspect ou un autre. Mais il n'en reste pas moins que la majorité des personnes qui ont comparu devant le comité, et certainement celles dont j'ai entendu le témoignage, appuyaient les grandes lignes de la réforme fiscale. Elles estiment que la réforme fiscale vise juste et ils croient que les conclusions que nous avons tirées dans le Livre blanc sont valables. Certaines personnes souhaitaient des changements mineurs et c'est ce qui explique certaines des conclusions du comité.

Je souhaite prendre le temps nécessaire pour étudier les recommandations du comité et je ferai connaître mes conclusions et celles du gouvernement lorsque nous déposerons la motion de voies et moyens, d'ici à la fin de l'année.

ON DEMANDE AU GOUVERNEMENT D'IMPOSER UN IMPÔT
MINIMUM AUX ENTREPRISES

L'hon. Edward Broadbent (Oshawa): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre des Finances. Le ministre vient de dire que dans le rapport du comité, il est question d'un petit changement dans la réforme fiscale, par rapport à ce que le gouvernement avait promis de faire. Le petit changement auquel le ministre faisait allusion est une proposition du comité invitant le gouvernement à s'engager à mettre en place un impôt minimum sur les bénéfices des banques, des compagnies d'assurances, des sociétés de fiducie et du secteur de l'immobilier.

Le gouvernement est-il prêt à accepter cette recommandation formulée par tous les partis en vue d'imposer un impôt minimum aux entreprises oeuvrant dans ces secteurs? Les Canadiens verraient ainsi le gouvernement du Canada toucher environ 400 millions de dollars de recettes additionnelles que ces entreprises doivent verser si nous voulons instaurer la justice fiscale au Canada.

• (1430)

L'hon. Michael Wilson (ministre des Finances): Monsieur le Président, je crois que le chef du Nouveau parti démocratique sera d'accord avec moi pour dire que le changement proposé est très fondamental. Il est certain que je tiens à l'étudier attentivement avant de faire un commentaire quelconque. J'irai même plus loin et je dirai qu'avant de faire un tel changement, il faudrait consulter et en discuter avec le secteur privé et les personnes en cause.

LA POSITION DU MINISTRE

L'hon. Edward Broadbent (Oshawa): Monsieur le Président, le ministre ne cesse de consulter depuis les élections de 1984. Il sait qu'en vertu des soi-disant réformes réalisées par son gouvernement, il y aura 60 000 entreprises canadiennes rentables

Questions orales

qui ne paieront pas un sou d'impôt sur le revenu. Voilà comment les conservateurs voient la réforme fiscale.

Le ministre ne convient-il pas que le temps de la consultation est révolu et que les entreprises qui font des bénéfices devraient payer leur part d'impôt comme tout le monde? Va-t-il s'engager à mettre en vigueur un impôt minimum pour les sociétés? Oui ou non?

L'hon. Michael Wilson (ministre des Finances): Monsieur le Président, j'ai dit que le comité a proposé un changement fondamental. Il s'agit d'une proposition inédite et avant d'appuyer un tel changement, je tiens à m'assurer que les gens qui seraient touchés aient toute possibilité de faire connaître leurs vues au gouvernement.

[Français]

LES SOCIÉTÉS CANADIENNES RENTABLES—LA GARANTIE D'UN
IMPÔT MINIMUM

L'hon. Edward Broadbent (Oshawa): Monsieur le Président, le gouvernement a l'intention de présenter à la Chambre des communes un projet de loi avant Noël. Étant donné que les personnes âgées et la famille moyenne paient beaucoup de taxes et que beaucoup de sociétés ne paient pas un cent de taxe, le ministre peut-il garantir avant Noël une suggestion d'un impôt minimum pour toutes les sociétés canadiennes qui sont rentables?

[Traduction]

L'hon. Michael Wilson (ministre des Finances): Monsieur le Président, je crois que j'ai répondu à cette question. Je me demande si cette question est différente des deux premières que le député a posées aujourd'hui. Je ne crois pas qu'il y ait le moindre élément nouveau.

* * *

LE COMMERCE EXTÉRIEUR

L'ACCORD COMMERCIAL CANADO-AMÉRICAIN—LA RÉDACTION
DU TEXTE DÉFINITIF

L'hon. Herb Gray (Windsor-Ouest): Monsieur le Président, je voudrais poser une question au premier ministre. Il a signé son traité commercial avec les États-Unis au début d'octobre. Dans le document exposant les éléments de l'accord à ce moment-là, on disait clairement que nous allions obtenir le texte définitif dans un délai de trois semaines. Six semaines se sont écoulées et nous ne possédons pas encore ce texte.

Pourquoi un tel retard? Quel est le problème? Tandis que ces nouvelles négociations secrètes se poursuivent, le gouvernement est-il prêt à céder encore et à renoncer à d'autres intérêts d'importance capitale pour le Canada?

M. John McDermid (secrétaire parlementaire du ministre du Commerce extérieur): Monsieur le Président, le Canada n'a rien cédé jusqu'ici. Il n'y a pas de pourparlers à l'heure actuelle. On est en train de rédiger un document juridique. Le premier ministre a mentionné l'importance de ce document plus tôt. Nous voulons nous assurer qu'il est exact et donne une juste idée de l'accord que nous avons signé avec les États-Unis. Cela fait, il sera déposé à la Chambre et présenté aux Canadiens.